

# C.P.I.D.

## Président d'honneur

**André CHASSAIGNE**

*Ancien Député du Puy-de-Dôme*

## Présidente

**Christine ARRIGHI**

*Députée de la Haute-Garonne*

## Vice-présidents

**Philippe GOSSELIN**

*Député de la Manche*

**Hervé SAULIGNAC**

*Député de l'Ardèche*

**Vincent LOUAULT**

*Sénateur d'Indre-et-Loire*

## Membres

**Guy BENARROCHE**

*Sénateur des Bouches-du-Rhône*

**Benoît BITEAU**

*Député de Charente-Maritime*

**Paul-André COLOMBANI**

*Député Corse-du-Sud*

**Vincent DESCOEUR**

*Député du Cantal*

**Yannick FAVENNEC**

*Député de la Mayenne*

**Michelle GRÉAUME**

*Sénatrice du Nord*

**Sacha HOULIÉ**

*Député de la Vienne*

**Patrick HETZEL**

*Député du Bas-Rhin*

**Gérard LESEUL**

*Député de Seine-Maritime*

**Éric MARTINEAU**

*Député de Sarthe*

**Mikaele SEO**

*Député Wallis-et-Futuna*

**Aurélien TACHE**

*Député de Val-d'Oise*

---

## CPID - Fondation 2007

### Ancien.n.es Président.es

Cécile Rilhac (EM)

Michèle de Vaucouleurs (Mdm)

Dominique Lefebvre (PS)

Gérard Charasse (RdG)

Emile Blessig (UMP)

Jean-Pierre Brard (PC)

---

c/o Mme la Députée

**Christine ARRIGHI**

Assemblée nationale -75007 Paris

[info@cpid.fr](mailto:info@cpid.fr)

[www.cpid.fr](http://www.cpid.fr)



## Comité parlementaire pour un Iran démocratique

### Les conditions de l'avènement d'une République démocratique dans l'Iran libre de demain

Le **4 mai 2026**, le Comité Parlementaire pour un Iran Démocratique (CPID) a organisé dans la salle Victor Hugo à l'Assemblée nationale une conférence rassemblant des parlementaires français, des représentants de l'opposition démocratique iranienne et des personnalités engagées de la société civile. Plus de 250 personnes sont venues assister à ce colloque. Cette rencontre a illustré une convergence politique forte autour des conditions nécessaires à l'avènement d'une République démocratique en Iran.

La séance s'est ouverte par un message vidéo d'**André Chassaing**, président d'honneur du CPID, qui a souligné la portée historique de ce rassemblement réunissant « les forces d'opposition les plus engagées pour l'instauration d'une République laïque et démocratique en Iran ». Il a notamment retracé le parcours de près de vingt ans du CPID au Parlement français qui a récolté à quatre reprises des signatures d'une majorité de députés, particulièrement dans la défense du droit à la Résistance du peuple iranien.

**Christine Arrighi**, présidente du CPID, a ensuite posé les fondements politiques de la rencontre. Elle a rappelé que le CPID défend de manière constante la priorité des droits humains affirmant la nécessité de « rejeter toute forme de dictature, y compris monarchique ». Elle a souligné que cette conférence réunit différentes composantes du peuple iranien, dans leurs diversités politique et culturelle, attachées à l'établissement d'une république démocratique basé sur la séparation de la religion de de l'Etat.

Les parlementaires du CPID ont prolongé cette analyse. **Philippe Gosselin** a souligné que « ce n'est ni de l'extérieur ni par procuration que viendra le changement », réaffirmant le rôle déterminant de la « Résistance indépendante ». **Patrick Hetzel** a développé cette idée que « la promotion du fils du chah s'inscrit souvent dans des stratégies d'amplification destinées à créer en fait l'illusion d'un soutien populaire qui ne reflète pas la réalité du peuple iranien ». De son côté, **Hervé Saulignac** a dénoncé la brutalité du régime, rappelant qu'« un régime stable n'a pas besoin de pendre ses opposants », tout en mettant en lumière le rôle structurant des réseaux de résistance, notamment liés à l'Organisation des Moudjahidine du Peuple d'Iran (OMPI), qui « brisent la spirale de la peur » malgré les récentes exécutions dans leur rangs.

Après la diffusion d'une vidéo sur les exécutions en Iran, la parole a été donnée aux représentants de l'opposition démocratique iranienne. Les interventions de différents groupes politiques ont mis en lumière des réalités spécifiques, tout en s'inscrivant dans une vision commune.

**Sarvnaz Chitsaz**, présidente de la Commission des femmes du **Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI)**, a présenté une alternative politique structurée reposant sur le plan en dix points de Maryam Rajjavi, fondé sur « la séparation de la religion et de l'État, l'égalité des sexes, le pluralisme, l'abolition de la peine de mort, le droit à l'autonomie des composantes ethniques de l'Iran » et sa devise : « Non au hijab obligatoire, non à la religion obligatoire, non à la gouvernance obligatoire ». Elle a souligné que l'objectif est de « transférer la souveraineté au peuple iranien » et a insisté sur le rôle central des femmes dans la construction démocratique.

**Kani Jahanguiri**, représentante du **Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI)**, a rappelé que « Nous, en tant que nation kurde, avons connu à la fois des systèmes politiques monarchiques et islamiques, et nous avons été opprimés de la pire des manières sous chacun d'eux. Par conséquent, la seule alternative à nos yeux est un système politique démocratique et laïque qui protège les droits de toutes les nations iraniennes »

**Parviz Rahimzadeh**, représentant du **Parti Komala du Kurdistan iranien**, a dénoncé la répression exercée par le régime, notamment les attaques de drones de régime iranien sur les camps de réfugiés kurdes en Irak, faisant plusieurs morts. Il a souligné que « les courants autoritaires, tels que les monarchistes et les vestiges du régime Pahlavi, ont toujours fait preuve d'un refus d'accepter la diversité et le pluralisme, préférant la répression et l'exclusion ». Il accompagnait Mme **Fariba Mohammadi**, secrétaire général-adjointe du parti, présente dans la salle.

**Seyed-Mohammad Hosseini** a lu le message de l'**Organisation Khabat du Kurdistan iranien** qui a également insisté sur le rejet simultané des dictatures religieuse et monarchique, déclarant « notre solidarité avec le Conseil national de la résistance iranienne, qui représente une alternative démocratique crédible pour l'avenir de l'Iran. »

**Odah Afravi**, représentant du **Mouvement de lutte arabe d'Ahwaz**, a déclaré « les militants arabes et les défenseurs de la liberté sont accusés de 'séparatisme' afin de préparer le terrain à leur répression et leur exécution. Notre nation a connu à la fois le régime religieux et le régime Pahlavi, et n'oubliera jamais leurs crimes ». Il a souligné : « nos points communs avec les forces démocratiques iraniennes, notamment l'OMPI, se manifestent par : l'opposition à la tyrannie, la volonté de renverser le système en place et établir un système démocratique laïque et décentralisé »

**Ubaidollah Balouchi**, fondateur et représentant du **Mouvement pour la libération du Baloutchistan**, a présenté la situation particulièrement grave dans sa région, évoquant « des milliers de jeunes exécutés ou emprisonnés ». Il a insisté que « pour mettre fin à ce régime, nous sommes unis au peuple iranien pour bâtir une république démocratique fondée sur la dignité humaine ... /.... Le monde ne doit pas ignorer la voix de millions d'Iraniens qui aspirent à se libérer de la dictature, qu'elle prenne la forme de la République islamique ou de la monarchie Pahlavi » a-t-il conclu.

**Abdolkarim Rostami**, représentant de l'**Organisation des droits humains du Lorestan**, a proposé une lecture historique du système politique iranien, appelant à mettre fin à un « État d'exception » permanent et à construire une démocratie où « nul ne puisse, au nom de la religion ou de la monarchie, se placer au-dessus de la volonté des citoyens ».

**Zinat Mirhashemi**, membre du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) et membre du comité central de l'**Organisation des Partisans Fedayine du peuple d'Iran**, a insisté sur l'idée que « l'unité des forces politiques n'est pas un choix, mais une nécessité historique ». C'est pourquoi au sein de la coalition du CNRI, « nous sommes des groupes et personnalités politiques de points de vue différents qui discutent et échangent sur des questions diverses en convergeant sur l'essentiel : le renversement du régime et l'établissement d'une République laïque et démocratique »

L'intervention d'**Aladdin Touran**, au nom de l'**Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran** a mis en lumière le rôle central de l'OMPI dans la structuration de la résistance à l'échelle nationale et notamment les unités sur le terrain qui participent et protègent les manifestants dans les soulèvements populaires. Il a souligné que cette organisation constitue « la menace existentielle pour le pouvoir des mollahs qui vient de l'intérieur ». Selon l'OMPI « un changement de régime ne viendra ni par la complaisance, ni par une guerre extérieure, mais par le peuple lui-même et sa résistance organisée ».

Les conclusions ont permis d'approfondir l'approche des représentants de l'opposition iranienne.

**Gilbert Mitterrand**, président de la Fondation France Libertés, a appelé à la formation d'un « front uni démocratique », affirmant que la première étape du changement repose sur le principe partagé de « Ni Shah-ni Mollah » et sur « la capacité des forces démocratiques régionales, solides et courageuses, de s'unir avec les forces organisées à l'échelle territoriale avec leurs unités de résistance » rappelant notamment l'exemple historique de la Résistance française dans la constitution du CNR.

**Dominique Attias**, avocate et présidente du Conseil d'administration de la Fondation des avocats européens, a mis en avant la place centrale des femmes dans la Résistance iranienne disant que « sous l'impulsion de Maryam Radjavi, les femmes ne sont pas seulement des participantes à la lutte, elles en sont le moteur ». Elle a ajouté « qu'elles soient les jeunes femmes des unités de résistance dans les villes ou ces jeunes femmes peshmergas combattantes dans les montagnes du Kurdistan, elles ne lâchent rien et rien ne les fait reculer »

**Jean-François Legaret**, président de la Fondation des Études pour le Moyen-Orient, a rappelé que « la liberté ne s'impose pas de l'extérieur, elle se conquiert. Toute autre approche que celle d'un peuple de résistants nous mènerait dans l'impasse. Ni Shah ni Mollah ! Mais une République laïque, indépendante, qui fasse la part qui est la sienne aux minorités, une République où le peuple sera debout. »

En clôture, **Christine Arrighi** a souligné l'importance de cette convergence inédite, affirmant que les participants ont démontré qu'ils constituent ensemble « la seule alternative démocratique pour l'Iran ». Elle a conclu en appelant à poursuivre cet engagement commun du CPID pour l'émancipation du peuple iranien.

**Christine ARRIGHI**  
(Ecologiste et Social)

**Philippe GOSSELIN**  
(Droite Républicaine)

**Hervé SAULIGNAC**  
(Socialistes et apparentés)

**Patrick HETZEL**  
(Droite Républicaine)

**Vincent LOUAULT**  
( Les indépendants-République et Territoires)